

Rapport

de l'Office de l'agriculture et de la nature

à la Direction de l'économie publique

concernant

**l'Ordonnance de Direction sur la chasse (ODCh)
(Modification)**

1. Situation de départ

1.1. Contexte de la législation sur la chasse en vigueur

Lors du changement de millénaire, les prescriptions cantonales sur la chasse ont subi une révision complète. De nombreuses propositions de modification, émanant notamment des chasseurs et chasseuses, ont été enregistrées et évaluées. Les résultats de ce travail de plusieurs années se sont traduits dans les prescriptions en vigueur depuis le 1^{er} mai 2003.

Une adaptation de la législation cantonale s'imposait alors à deux points de vue:

- *Concernant la protection de la faune sauvage, la législation cantonale devait être adaptée ou mieux coordonnée avec les conditions actuelles et avec la législation fédérale et cantonale sur l'environnement, également modifiée entre-temps.*
- *Concernant la modification de l'offre des espèces pouvant être chassées et la modification des conditions générales de l'exercice de la chasse, la législation cantonale devait être adaptée.*

Une autre raison importante de cette révision complète était la réglementation très dense concernant l'exercice de la chasse à patente, issue de l'étroite collaboration entre les autorités et les chasseurs et chasseuses durant les dernières décennies. En accord avec l'esprit du temps, les prescriptions ont été de plus en plus ressenties comme étouffantes et en partie désuètes. La Fédération des chasseurs bernois a donc demandé une législation moins dense qui renforce la responsabilité personnelle des chasseurs et chasseuses. Cette demande a été concrétisée dans la nouvelle loi du 25 mars 2002 sur la chasse et la protection de la faune sauvage (LCh; RSB 922.11) ainsi que dans les ordonnances d'exécution.

Dans une lettre du 13 mars 2007 adressée au directeur de l'économie publique, deux membres du Grand Conseil ont critiqué le niveau élevé de responsabilité personnelle des chasseurs et chasseuses engendré par la nouvelle législation sur la chasse. Ces deux députés, qui avaient été informés par des chasseurs de dysfonctionnements de la chasse dans le canton, ont demandé de nombreuses modifications des prescriptions sur la chasse actuellement en vigueur. Sur ce, le directeur de l'économie publique a chargé l'inspecteur cantonal de la chasse de lui établir pour la fin août 2007 un rapport sur la question, avec le soutien d'une commission d'experts composée de représentants et de représentantes de la chasse, de la protection des animaux, de l'économie forestière et de l'administration.

1.2. Nécessité d'une révision

Les résultats de cette enquête ont mis en évidence la nécessité de réviser l'ordonnance de Direction du 27 mars 2003 sur la chasse (ODCh; RSB 922.111.1) comme suit:

- Afin de garantir une chasse éthique, il est indispensable de durcir les prescriptions concernant l'obligation de rechercher les animaux en cas d'erreur de tir.
- Afin d'accroître encore la fiabilité des chiens de chasse, il faut également permettre l'entraînement de chiens de plus de trois ans en vue de la saison de chasse imminente, ceci notamment dans l'intérêt de la faune sauvage.

Une éventuelle extension de l'obligation de présenter les animaux tirés lors de la chasse à un point de contrôle officiel est restée très controversée (réintroduction du contrôle du gibier tiré). Cette obligation ne s'applique actuellement qu'aux cerfs nobles, ainsi qu'aux chamois, chevreuils ou sangliers qui n'ont pas été tirés dans la catégorie prescrite, de même qu'aux chèvres de chamois et aux biches tirées alors qu'elles étaient en lactation. Pour tous les autres animaux sauvages tirés, le chasseur ou la chasseuse a « seulement » l'obligation de les inscrire dans le carnet de contrôle des animaux tirés. Selon l'article 19, alinéa 2 LCh, l'obligation de présenter le gibier tiré ne peut être étendue que si la Commission de la chasse et de la protection de la faune sauvage (CCPFS) fait une proposition en ce sens. La CCPFS ayant renoncé à une telle proposition lors de sa séance du 11 février 2008, cette mesure n'est actuellement pas possible.

Du reste, l'Office de l'agriculture et de la nature a de nouveau discuté la proposition de la commission d'experts d'autoriser le dressage de chiens de chasse plus âgés, et est parvenue à la conclusion suivante: les conflits qui en résultent avec les autres détenteurs et détentrices de chiens (qui ne peuvent pas faire chasser leurs chiens) l'emportent largement sur les (modestes) avantages que l'on pourrait attendre, selon les principes de l'éthique de la chasse, d'une amélioration du niveau d'entraînement des chiens. Ce postulat de révision a donc été abandonné.

Une restriction de l'utilisation de chiens est également proposée afin de protéger la faune sauvage au cœur de l'hiver contre les dérangements inutiles.

2. Commentaire des différentes dispositions

Article 7 (utilisation et présence de chiens de chasse)

Les expériences pratiques montrent que les dispositions actuelles concernant l'utilisation de chiens lors de la chasse ne tiennent pas assez compte des aspects de la protection de la faune sauvage et de la protection des animaux. L'interdiction d'utiliser des chiens de chasse avant le tir en janvier et février permet de protéger le gibier contre les dérangements inutiles pendant une période où il est particulièrement menacé lorsqu'il est en fuite, en raison de l'augmentation de ses besoins énergétiques. Les modifications de l'article 7 ODCh visent avant tout les chiens de chasse qui chassent les chevreuils en hiver (chiens chassant à vue) et les chiens de terrier qui chassent dans les terriers en janvier et février malgré l'interdiction. Les chiens rapporteurs restent autorisés, pour autant qu'ils soient utilisés pour la chasse à la sauvagine (en janvier: chasse au cormoran) et hors forêt pour les autres espèces d'oiseaux pouvant être chassées.

Article 16, alinéa 4 (information du ou de la garde-faune lors de recherches infructueuses et d'erreurs de tir)

Retrouver rapidement le gibier tiré est l'un des principaux postulats des règles de l'éthique de la chasse. Jusqu'à présent, en cas d'erreurs de tir (tirs n'ayant apparemment pas touché l'animal tiré), le ou la garde-faune ne devait être informé(e) que des cas concernant des cerfs nobles. Cette annonce obligatoire devra désormais s'appliquer à toutes les espèces d'ongulés (cerfs nobles, daims, sikas, mouflons, chevreuils, chamois et sangliers). Il est précisé par ailleurs que l'annonce doit être effectuée le jour même du tir. Il s'agit ainsi de la réglementation la plus stricte proposée en Suisse afin d'éviter des souffrances à la faune sauvage.

Article 17, alinéa 3 (contrôle des animaux tirés)

L'obligation, inscrite à l'article 17, alinéa 3 ODCh en vigueur, de retourner à l'Inspection de la chasse, outre le carnet de contrôle des animaux tirés, la languette terminale codée de toutes les marques à gibier inutilisées doit être supprimée. Cette obligation s'est avérée superflue en pratique et n'est d'ores et déjà plus imposée par l'Inspection de la chasse.

3. Incidences sur le personnel et les finances

Le projet n'a aucune incidence sur le personnel ni sur les finances.

4. Conséquences pour les communes

Le projet n'a aucune conséquence pour les communes.

5. Incidences sur l'économie

Le projet n'a aucune incidence sur l'économie.

6. Résultats de la consultation des associations intéressées

Si la modification de l'article 17 ODCh n'a pas été contestée, la Fédération des chasseurs bernois et l'Association bernoise des propriétaires de forêts se sont néanmoins prononcées contre le durcissement de l'obligation d'annoncer les recherches infructueuses et les erreurs de tir (art. 16, al. 4 ODCh). En revanche, Pro Natura a expressément soutenu cette modification, qui répond également aux préoccupations de la protection des animaux et de la surveillance de la chasse. Cette dernière pourra effectuer les contrôles ad hoc dans le cadre de sa charge de travail actuelle: si une erreur de tir est annoncée immédiatement, le ou la garde-faune peut rapidement effectuer sur place une recherche dite de contrôle de l'animal éventuellement blessé, à l'aide de son chien de recherche au sang. Grâce à cette annonce obligatoire le jour même du tir, il n'y aura pratiquement plus de recherches longues, pénibles et généralement infructueuses. Lorsque le chasseur ou la chasseuse ne s'annonce pas ou s'annonce trop tard, les principes de l'éthique de la chasse ne sont pas respectés et de nombreux animaux sauvages blessés meurent dans d'atroces souffrances.

La restriction de l'utilisation de chiens de chasse (art. 7 ODCh) n'était pas l'objet du projet de consultation.

7. Résultats de la procédure de corapport

Le projet n'a appelé aucune remarque.

Berne, le 2 avril 2008

Office de l'agriculture et de la nature

Willi Gerber
Chef d'office

Responsables:

- M. Peter Juesy, inspecteur de la chasse du canton de Berne (tél. 031 720 32 10; courriel peter.juesy@vol.be.ch)
- Dr Christoph Eberhard, Service juridique ECO (tél. 031 633 46 76; courriel christoph.eberhard@vol.be.ch)